

Nkurunziza, un anniversaire très amer, 4 ans après son accession au pouvoir

Net Press, 26 août 2009 - « Le 26 août 2005 - 26 août 2009 : de l'euphorie à la désillusion », selon notre correspondant. Montrépublicain. Montrépublicain « Le 26 août 2005, au palais des congrès de Kigobe, le monde entier nous regardait avec admiration lors de l'investiture de Pierre Nkurunziza comme successeur de Domitien Ndayizeye. C'était la fin de l'interminable transition inaugurée par un éternel revenant, un président double fois putschiste malgré sa défaite du 6 juin 1993. Le Cndd-Fdd venait de déposer les armes moins de deux ans auparavant et les élections de la base au sommet qui venaient de durer près de trois mois étaient originales en modeste sur l'ensemble du continent africain. Dans l'attente, le nouveau chef de l'Etat annonça à la face du monde la gratuité de l'enseignement à l'école primaire. Les applaudissements nourris de la communauté internationale, en tête de laquelle Unicef et Unesco. Quatre ans plus tard, jour pour jour, après cette journée euphorique du 26 août 2005, la désillusion est terrible et est la mesure de l'immense espoir suscité par la victoire du Cndd-Fdd. Pour un parti qui ne cessait de déclarer avoir pris les armes pour défendre la démocratie avec ses valeurs inhérentes de paix, de justice, de bonne gouvernance, de liberté et de respect des droits de l'homme, le revirement n'aura pas attendu longtemps pour tourner à 180°. Moins d'une année plus tôt, des Hutu innocents étaient massacrés par un pouvoir hutu, un ancien président Hutu et un ancien vice-président Tutsi de Burundi étaient jetés en prison pour des accusations purement imaginaires, des journalistes étaient embastillés pour avoir osé « révéler la vérité » au lieu de reproduire fidèlement ce qui a été dit. Plus tard, en février et en avril 2007, lorsque le concepteur et l'homme-orchestre de toutes ces turpitudes cnddfddistes fut limogé puis incarcéré, l'espoir fut de nouveau à l'ordre du jour à entendre et à lire les éditorialistes des radios et journaux qui nous parvenaient ici à Montrépublicain. Mais comme au lendemain du 26 août 2005, le Cndd-Fdd continua à faire du Radjabu sans Radjabu par le biais d'un groupe de gens invisibles et inconditionnels, regroupés au sein d'un conseil des « sages », qui faisaient semblant de respecter le président en public, loin de la suffisance et de l'arrogance de l'ancien président du Cndd-Fdd. Aujourd'hui, si un référendum était organisé pour ou contre le pouvoir du Cndd-Fdd sans campagne électorale et sans contrainte, il ne ferait guère de doute que le « oui » n'atteindrait même pas le score obtenu par Pierre Buyoya le 1er juin 1993, lorsque nous fumes 65% d'électeurs pour dire au major : « va te foutre ailleurs, espèce de candidat militaro-putschiste tutsi ». Mais le plus grave est qu'une année de l'investiture du nouveau président et dix mois des premières élections, ni le calendrier électoral, rien de tout cela n'est encore publié sauf que le président et son parti, les seuls à être autorisés à tenir meetings et réunions sous le regard bienveillant des forces de l'ordre. Ceux qui, comme moi au sein de la diaspora burundaise, ont tenté de faire nos valises en attendant de repartir pour regagner notre pays après le règne sans partage des régimes dictatoriaux qui se sont succédés sans interruption depuis près de 45 ans, risquons de jouer encore aux prolongations dans notre exil canadien, dans l'attente d'un autre régime hutu (et même tutsi pourquoi pas ?) respectueux des libertés individuelles et des droits de l'homme, dont je me suis toujours fait l'idéal depuis ma jeunesse jusqu'à ce jour. »